

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 157.150 du 30 mars 2006

A. 165.046/VIII-5134

En cause : **ROBERT** Jean-Luc,
ayant élu domicile chez
Me Jean-Paul LAGASSE, avocat,
place de Jamblinne de Meux 41
1030 Bruxelles,

contre :

le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Partie intervenante :

ROSENOËR Joëlle,
rue Omer Lepreux 87
1081 Bruxelles

LE PRESIDENT DE LA VIII^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 10 août 2005 par Jean-Luc ROBERT qui demande l'annulation de "la décision du Bureau de la partie adverse du 29 juin 2005 de promouvoir avec effet au 1^{er} juillet 2005 Madame Joëlle ROSENOËR en qualité de directrice d'administration des services du secrétariat général auprès du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale";

Vu la requête introduite le 25 octobre 2005 par laquelle Joëlle ROSENOËR demande à être reçue en qualité de partie intervenante;

Vu l'ordonnance du 27 octobre 2005 accueillant cette intervention;

Vu les mémoires en réponse et réplique régulièrement échangés;

Vu le rapport de M^{me} JOTTRAND, auditeur au Conseil d'Etat, rédigé sur la base de l'article 93 du règlement général de procédure;

Vu la notification du rapport aux parties;

Vu l'ordonnance du 26 novembre 2004, notifiée aux parties, convoquant celles-ci à comparaître le 7 décembre 2004;

Entendu, en son rapport, M. GEUS, président de chambre;

Entendu, en leurs observations, Me Jean-Pierre LAGASSE, avocat, comparaissant pour le requérant, et Me DRUEZ, loco Me SCHOONJANS, avocat, comparaissant pour la partie intervenante;

Entendu, en son avis conforme, M. CUVELIER, auditeur au Conseil d'Etat;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'acte attaqué a été annulé par un arrêt 152.046 du 30 novembre 2005, prononcé dans le cadre de l'affaire enrôlée sous le numéro G/A 165.036/VIII-5133; que le recours est devenu sans objet,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

Il n'y a plus lieu de statuer.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 300 euros, sont mis à charge de la partie adverse à concurrence de 175 euros et à charge de la partie intervenante à concurrence de 125 euros.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente mars deux mille six par :

M. GEUS, président de chambre,
M^{me} HONDERMARCQ, greffier.

Le Greffier,

Le Président,

M.-Cl. HONDERMARCQ.

J.-Cl. GEUS.